

MARIKA MATHIEU

LA DROITE FORTE ANNÉE ZÉRO

Enquête
sur les courants
d'une droite
sans chef

Éditions
de La Martinière

Extrait de la publication

LA DROITE FORTE ANNÉE ZÉRO

MARIKA MATHIEU

LA DROITE FORTE ANNÉE ZÉRO

Enquête sur les courants
d'une droite sans chef

Éditions de La Martinière

ISBN : 978-2-7324-5964-6

© 2013, Éditions de La Martinière
Une marque de La Martinière Groupe, Paris, France
Connectez-vous sur :
www.lamartinieregroupe.com
Dépôt légal : mai 2013

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

« Le vieux monde se meurt,
le nouveau monde tarde à apparaître,
et dans ce clair-obscur
surgissent les monstres. »

Antonio Gramsci

Introduction

C'est une petite musique. Elle commence par quelques notes qui sonnent comme un premier couplet : un jeune khâgneux entre au FN, y récite des vers et passe ses vacances en forêt pour y apprendre les racines du nationalisme moderne. Son refrain s'écrit avec des mots simples : la « vraie droite », le « pays réel », la « résistance » à l'invasion culturelle des « étrangers ». Puis elle prend de l'ampleur avec des airs venus d'ailleurs. Elle se gonfle de sondages, de marketing et d'analyses d'opinion. Suivant les lignes de la carte électorale, elle prend le large et trace son sillon. Avec la crise, elle se transforme en chœur. Elle se dit « solution » et « refuge ». Soudain on peut l'entendre de plus loin, comme un chant de sirènes qui attire les marins perdus en mer. Le jeune garçon, sorti de sa forêt, dirige les opérations en maison-mer UMP : cap sur les rochers !

C'est une histoire de droite. Profonde et trouble comme peut l'être un courant marin, c'est un mouvement que rien, ou si peu, ne laisse présager avant qu'il ne remonte à la surface. Il faut être à la barre (ou poisson) pour le sentir. Le capitaine Sarkozy le savait bien mais, défait dans les urnes, voilà le gouvernail abandonné et le bateau à la dérive.

C'est l'histoire d'un militant FN devenu à 36 ans vice-président de l'UMP.

C'est l'histoire de la Droite forte et des courants de l'UMP, de la droite réunie, battue, et aujourd'hui sans cap.

1

Prise et reprise de courants 2002-2012

Janvier 2013.

Matin bleu et froid sec, les pavés sont verglacés dans la cour de l'Assemblée nationale. Jean-François Copé et François Fillon sont « réconciliés » depuis quelques jours. Un nouveau vote devrait se tenir en septembre pour la présidence de l'Union pour un mouvement populaire. 2012 se barre de noir. Tout est calme, et pas trop sauvage.

« L'UMP, c'était et c'est un consensus nécessaire entre les sensibilités ! » tempête Patrick Ollier dans son bureau, aile des ministres, deux étages au-dessus de l'hémicycle parlementaire. Il s'échauffe au souvenir de l'été 2002. Il se revoit retranché tel un soldat assiégé, les statuts du RPR sous clé, dans l'attente fiévreuse d'une assurance quant au sort qui sera réservé par l'UMP à la formation gaulliste, forte de ses 90 000 adhérents. « Ils voulaient dissoudre le RPR avant de fixer les statuts de l'UMP ! » s'exclame-t-il¹. « Pendant deux semaines, j'ai retenu les statuts du parti dans le coffre-fort du RPR. Je voulais être sûr de ce qui allait se passer. Michèle Alliot-Marie, alors présidente

1. Sauf mention contraire, les citations de cet ouvrage proviennent d'entretiens avec l'auteur. Voir la liste des entretiens en fin de volume.

du RPR, me disait : *“Rends-moi la clé !”* Chirac, président de la République : *“Patrick, qu’est-ce que tu attends ?”*, et moi, je répondais : *“Jacques, j’attends que Monod et Juppé m’assurent que les engagements que nous avons pris fin août, dans une chaleur à crever, sur les principes directeurs de l’UMP, l’élection de son président, la reconnaissance des sensibilités... seront bien respectés !”* »

Confirmation obtenue, coffre ouvert, fusion des droites consacrée en novembre. Les statuts feront une place, entre autres, à la « pluralité idéologique » de l’UMP, sous le terme de « mouvements ».

L’article 15 des statuts de l’UMP stipule que « les mouvements expriment la diversité des sensibilités politiques, historiques, philosophiques, sociales qui animent la vie politique française et composent » l’UMP. Manière de reconnaître que, si les lignes partisans doivent s’effacer, il reste difficile de s’en débarrasser, d’un coup d’un seul. L’ancien UDF² Jean Leonetti, actuel député UMP des Alpes-Maritimes, s’amuse encore de l’évidence de cette « diversité » : « Il y avait des sensibilités à l’intérieur du RPR. Il y avait les gaullistes sociaux, les partisans de l’autorité forte, les humanistes sociaux. Et puis on a ajouté l’UDF. Et dans l’UDF aussi, il y avait tout un panel ! Vous aviez des radicaux sur la laïcité, qui étaient des républicains sociaux, qui étaient en fait très proches des gaullistes sociaux. Et puis vous aviez des libéraux, à l’UDF, qui étaient très à droite et qui n’étaient pas gaullistes. Et après vous aviez des chrétiens-démocrates, avec une sensibilité d’humaniste chrétien et social. Tout ça, quand vous le rassemblez, cela donne des gens qui sont plus à droite et des gens plus au centre. » « Comme c’est

2. Union pour la démocratie française.

curieux ! Au sein d'un même gouvernement, vous retrouvez Charles Pasqua et Simone Veil » ajoute l'ancien ministre, l'œil malicieux. En 2002, la chercheuse en science politique Florence Haegel établissait le même constat, dans un langage plus universitaire : « Il existait, en effet, des lignes de clivages à l'intérieur de chacun des partis et des variantes idéologiques étaient encore repérables entre les différents univers partisans. Ainsi, les sympathisants RPF³ se démarquaient par leur plus fort ethnocentrisme, autoritarisme et nationalisme, les sympathisants de l'UDF se révélaient, pour leur part, plus tolérants, plus européens, mais aussi moins marqués par des préoccupations sociales et plus attachés au modèle individuel méritocratique, les sympathisants du RPR, quant à eux, occupaient le plus souvent une position médiane entre le RPF et l'UDF, et apparaissaient plus attachés au modèle d'intervention de l'État dans le domaine social⁴. » Pour son enquête, Florence Haegel a eu accès au fichier des candidats UMP classés selon leur appartenance partisane antérieure. Ce fichier révèle la composition de la première liste de candidats publiée, le 11 mai 2002, par la nouvelle UMP : la majorité, 52 %, est issue des rangs du RPR, 20 % de l'UDF et 16 % de DL⁵ – sachant qu'une centaine de candidats

3. Le Rassemblement pour la France et l'indépendance de l'Europe (RPFIE) est un parti créé par Charles Pasqua et Philippe de Villiers en 1999 sous le nom « Rassemblement pour la France » (RPF). Il regroupe des dissidents du Rassemblement pour la République (RPR) et du Mouvement pour la France (MPF), et est membre du parti européen Alliance pour l'Europe des nations.

4. Florence Haegel, « Faire l'union. La refondation des partis de droite après les élections de 2002 », *Revue française de science politique*, 5 (52), 2002, p. 561-576.

5. Démocratie libérale.

de l'UDF, réunis autour de François Bayrou, refuse dès le début d'endosser cette étiquette uniforme.

C'est donc en *maison-mer* de presque tous les courants que l'UMP s'élabore. L'idée de départ semble même de permettre un maximum de mouvements – histoire de noyer le pois(s)on ? – en plaçant des seuils de représentativité assez bas pour que batte le ressac sans se prendre pour une marée. Toujours selon l'article 15 des statuts, pour être reconnu en tant que tel, un courant « doit présenter au congrès une déclaration de principe qui définit ses orientations politiques », avant d'être soumise « au vote du congrès après débat ». Sa déclaration de principe doit être parrainée par un minimum de « dix parlementaires » UMP (sur 480), « représentant au moins dix fédérations départementales », et avoir « recueilli au moins 10 % des suffrages exprimés au congrès » (un parlementaire ne peut parrainer qu'un seul mouvement). L'article 18 va jusqu'à penser une indépendance financière, chaque mouvement devant bénéficier de moyens de fonctionnement. Le magot alloué n'est mentionné que sous forme d'« une dotation proportionnelle au nombre de suffrages obtenus au congrès, en plus d'une dotation forfaitaire annuelle, fixée par le bureau politique sur proposition du trésorier » du parti.

Dès son origine, l'UMP, magnanime, reconnaît le droit de chacun à s'exprimer sur ce qui lui tient à cœur. Pendant dix ans, tous les présidents ou secrétaires généraux, Alain Juppé, Nicolas Sarkozy, Patrick Devedjian, Xavier Bertrand, Jean-François Copé, promettent d'appliquer cette mesure. Aucun ne s'y résout. Sensibleries mises à part, l'heure est au rassemblement et non à la dispersion dans un débat propice à la mise au jour des contradictions. L'UMP fait front derrière Jacques Chirac. Mais, très vite, la question

ne se pose même plus. Nicolas Sarkozy prend la tête du parti en 2004 et emporte dans sa foulée toutes les chappelles anesthésiées. Officiellement, entre 2002 et 2012, rien ne se passe au niveau des courants. Le sarkozysme fait office d'écran.

Nous nous retrouvons le 2 mai 2012. L'UMP s'apprête à fêter ses dix ans. Déconfite à longueur de scrutins, elle craquelle et se sent déjà vieille. Les victoires de 2007 sont loin. Même le Sénat est passé à gauche. Nicolas Sarkozy prépare le second tour de la présidentielle dans un pessimisme généralisé et, si cette élection s'annonce mal, les législatives font office de col infranchissable. Même pour les bonapartistes. En cas de nouvel échec, certains prédisent un « tsunami », l'éclatement de l'UMP, l'effondrement radical. « La droitisation » de la campagne fait grincer les portes. Jean-Pierre Raffarin serait déjà sur le départ⁶. Gérard Longuet, encore ministre de la Défense, reconnaît le « score très respectable » de Marine Le Pen dans un entretien à l'hebdomadaire *Minute*. Il estime qu'elle s'affirme comme « un interlocuteur légitime pour l'UMP ». Le Front national attend, la tension monte, l'écran vacille.

Tout ça n'est pas très drôle. Un petit cadeau serait le bienvenu. Et Jean-François Copé, secrétaire général de l'UMP, d'avoir une idée. Et même plusieurs. D'abord, réaffirmer le « ni-ni », histoire de contenir les troupes. Aux législatives qui viennent, il n'y aura de vote ni pour la gauche, ni pour le FN. Une fois ceci « posé », pourquoi ne pas donner un peu de mou, laisser les cadres, mais surtout les militants, s'exprimer sur leur malaise ou, du moins, leurs « aspirations », sans pour autant sortir du cadre ? Il se

6. « L'UMP tourne la page du sarkozysme », blog « Le 19 heures de Françoise Fressoz », LeMonde.fr, 2 mai 2012.

lance : « Les choses sont claires, aucune alliance et aucune discussion avec le Front national. Cela posé, je considère comme essentiel qu'une grande famille comme l'UMP puisse assumer la diversité de ses opinions. Que tels ou tels marquent leurs différences, comme l'ont fait François Fillon sur les syndicats, Jean-Pierre Raffarin sur l'humanisme, Laurent Wauquiez sur l'assistanat ou l'immigration, c'est très bien ! » Jean-François Copé annonce donc avec la bonté du berger, après dix ans de parenthèse, qu'« en application des statuts de l'UMP » il proposera, « après le 6 mai, de permettre aux différentes sensibilités de pouvoir s'exprimer plus fortement en créant des mouvements au sein de l'UMP »⁷.

L'annonce n'est-elle qu'une rustine ? Cette œuvre de diversion n'en réveille pas moins les ambitions latentes. Car certains travaillent depuis longtemps à l'édification de tendances au sein de l'UMP et pensent que la droite a changé depuis le temps soudé du RPR. Thierry Mariani, cofondateur de la Droite populaire, mouvement très à droite de l'UMP, salue un « geste positif » de Jean-François Copé et indique : « L'UMP a été créée en 2002 et elle continue à fonctionner sur la base de ses trois composantes : l'UDF, le RPR et DL. Il y a plein de gens nouveaux qui sont arrivés depuis⁸. » Manière de dire qu'il serait temps de jeter un œil aux composantes réelles de la famille et d'envisager un nouveau rapport de forces ? L'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin apprécie, lui aussi, cet « appel de la diversité⁹ ». Le

7. Jean-François Copé, « Je proposerai de créer des mouvements à l'UMP », *Le Figaro*, 2 mai 2012.

8. « Copé prépare la nouvelle UMP », par Arnaud Focraud, *Le Journal du dimanche*, 2 mai 2012.

9. Longuet et le FN : une déclaration « regrettable et inopportune » (Jean-Pierre Raffarin), *Les Invités de France Info*, 2 mai 2012.

sénateur annonce que les « humanistes », courant dont il est membre, vont y répondre favorablement en constituant leur propre mouvement. Et chacun de se promettre d'en reparler après le 6 mai.

Alain Marleix, homme de réseaux, notamment à l'époque du RPR, a occupé le poste stratégique de secrétaire national aux élections de l'UMP à partir de 2004. Il a ainsi été en charge de répartir les étiquettes du parti pour les candidats aux municipales, législatives et cantonales. Il s'inquiète encore aujourd'hui de l'ouverture aux forces centrifuges : « Pour moi, ça dépasse l'entendement. En matière électorale, il faut rechercher le meilleur, pas celui qui incarne telle ou telle famille. Si on commence à doser, je pense que c'est mortel pour la suite et contraire à l'efficacité recherchée quand on est le premier parti de l'opposition. »

Le 6 mai tourne mal, la suite aussi. Il n'y a plus de chef à droite et les dissensions refont surface. Une ligne de démarcation apparaît entre droite sécuritaire et droite modérée, le tout sur fond de décollage de François Fillon dans les sondages de sympathisants. L'ancienne ministre Roselyne Bachelot pique la première en exigeant de « faire l'inventaire » du quinquennat et de ne surtout pas « mettre la poussière sous le tapis ». Elle dénonce une « ligne idéologique » qui n'était « pas bonne sur le fond » et qui s'avère « une erreur » au vu du résultat. L'ancienne porte-parole du candidat Sarkozy, Nathalie Kosciusko-Morizet, va plus loin en accusant l'ex-conseiller officieux de l'Élysée, Patrick Buisson, d'avoir voulu « faire gagner » non pas Nicolas Sarkozy mais « Charles Maurras », figure de l'extrême droite et soutien du régime de Vichy. François Baroin, quant à lui, juge nécessaire de « réaffirmer avec force l'esprit du pacte fondateur de l'UMP et l'esprit des fondateurs »

en étant « plus clair à l'avenir » vis-à-vis du FN. Le « ni-ni », unanimement approuvé pour les législatives, ne lui apparaît plus pertinent car, selon lui, « il a troublé »¹⁰. Deux lignes seraient-elles prêtes pour un choc frontal ? Dans un langage thérapeutique digne des alcooliques anonymes, Jean-François Copé appelle ses troupes à se réunir le mercredi 20 juin dans un bureau politique, bureau qu'il conçoit comme un « groupe de parole » pour que chacun dise ce qu'il a « sur le cœur ». Dans un article de *Libération* intitulé « L'UMP hésite : être adroite ou très à droite ? »¹¹, Laure Équy et Alain Auffray révèlent que Jean-François Copé se déclare « ravi » que chacun s'exprime. Et sans rancune pour ses « amis » qui râlent : « C'est justement parce qu'il n'y a pas d'alliance avec le FN que l'UMP peut parler de tous les sujets. » Pendant un mois, un « groupe de travail » composé de membres du bureau politique et de parlementaires UMP, va plancher sur la rénovation de ses « valeurs ». Dans sa lettre de cadrage, Jean-François Copé insiste sur le besoin « d'affirmer sereinement et fortement ce que nous croyons, ce qui nous rassemble ». Mais pas question de « dresser un inventaire du quinquennat », dont « nous sommes tous comptables et solidaires ».

On n'est pas bien à l'UMP où tout peut être dit ? Le fruit de ce travail commun sur les valeurs ne fait pas grand bruit. Et la boîte à critiques s'en va se reposer dans des vacances d'été bien méritées. La stratégie semble claire pour la rentrée : trouver un exutoire, pourquoi pas dans les courants, mais sans renverser la barque. Constituer

10. Frédéric Dumoulin, « Le “droit d'inventaire” des années Sarkozy s'invite en force à l'UMP », AFP, 25 juin 2012.

11. 19 juin 2012.

des « mouvements », d'accord, mais à condition qu'ils apaisent les tensions et non l'inverse. Et qu'ils soient aussi nombreux que possible, afin qu'ils ne reflètent pas l'affrontement de « deux familles » irréconciliables. Du côté de François Fillon, on aborde le sujet « courants » avec réserve : « Je suis favorable à une organisation qui permette à chaque sensibilité de s'exprimer, mais je suis contre la transformation de l'UMP en confédération de petits partis autonomes qui ne se sentiraient pas engagés par la ligne directrice du parti. Après les débats et le vote, l'ensemble des sensibilités doit soutenir la ligne politique définie. Sinon, ce serait la balkanisation de l'UMP¹². » L'ancien premier ministre table encore sur la définition d'une ligne commune pour endiguer la force des courants.

Tous les mouvements, rebaptisés pour l'occasion « motions », répondant aux critères dictés par les statuts de l'UMP, restent invités à se présenter au congrès interne du 18 novembre. Lors de ce scrutin militant – où 325 000 adhérents à jour de cotisation sont attendus –, le vote des motions est dissocié de celui pour la présidence mais se tient en même temps. Ce dispositif laisse entendre que c'est aux motions qu'il reviendra d'influencer la fameuse « ligne politique » du parti. Jérôme Sainte-Marie, directeur du département opinion du CSA, analyse aujourd'hui « cette dissociation » comme un libérateur « pour les appétits des logiques » : « Puisqu'on n'est plus encadré par quoi que ce soit, on peut se faire plaisir en quelque sorte. Cette déconnexion ne peut que favoriser les motions les plus idéologiques. » Dans *Le Figaro* du

12. « Fillon à Hollande : "Devenez le chef de l'État !" » (interview de François Fillon), *Le Figaro*, 6 septembre 2012.

13 septembre, Sophie Huet a recueilli les impressions de plusieurs députés : « Tout cela est très improvisé. On ne sait pas quelles seront les conséquences des motions, s'il y aura un signataire principal ou pas. Il eût été sage de découpler les deux exercices », estime Hervé Gaymard, député de Savoie. Le député Philippe Gosselin soulève une autre objection : « Il n'y aura pas de lieu physique pour débattre des motions au congrès. Les adhérents vont les recevoir par la poste et seront bien embarrassés. » « Chacun montre ses muscles. Mais il faut que la future équipe ne se laisse pas dicter une conduite par une motion majoritaire », prévient Lionel Tardy, député (filloniste) de Haute-Savoie, qui ajoute, plein de bon sens : « Plus personne n'y comprend rien. Sur les motions, il est urgent d'attendre. »

Théoriquement, c'est toujours la promesse d'un débat et d'une réflexion sur les bases de l'unité au sein de l'UMP. Pratiquement, c'est l'improvisation dans la gestion des « muscles » et des « appétits ».

Le dépôt des candidatures pour la présidence comme pour les motions a lieu le 18 septembre au siège de l'UMP. Six motions se présentent au départ. Certaines sont animées par des têtes d'affiche, d'autres par des inconnus du grand public. Certaines s'inscrivent dans les courants historiques, d'autres les traversent.

France moderne et humaniste. Soutenue par environ 110 parlementaires, cette motion est née de l'union entre les libéraux de Luc Chatel (pro-Copé), les humanistes de Jean-Pierre Raffarin (pro-Copé), Marc Laffineur (pro-Copé) et Jean Leonetti (pro-Fillon), et les centristes de Marc-Philippe Daubresse (pro-Copé). Ensemble, ils déclarent : « Situés au centre de la vie politique française, nous sommes engagés dans le projet de reconquête porté par l'UMP dans

RÉALISATION : NORD COMPO À VILLENEUVE-D'ASCQ
IMPRESSION : NORMANDIE ROTO IMPRESSION S.A.S. À LONRAI
DÉPÔT LÉGAL : MAI 2013. N° 111536 (xxxxx)
IMPRIMÉ EN FRANCE